

**Nations unies - République  
démocratique du Congo - Briefing  
sur les activités du comité de  
sanctions - Intervention de la  
représentante permanente adjointe  
de la France auprès des Nations  
unies - Conseil de sécurité**  
(New York, 17 août 2017)

Monsieur le Président,

Je vous remercie pour l'organisation de cette réunion, ainsi que pour la présentation que vous avez faite des activités conduites par le comité de sanctions sur la RDC au cours des derniers mois.

Cette séance ne peut être une séance comme les autres. L'assassinat, en mars dernier, de Zaida Catalan et Michael Sharp, nous a profondément frappés et attristés.

La présence aujourd'hui, dans cette enceinte, des familles de Zaida et Michael nous rappelle à nouveau, s'il en était besoin, le caractère abject de ce crime. Madame Maria Moresby, Madame Elizabeth Moresby, Monsieur John Sharp, Madame Michele Sharp, permettez-moi, au nom de la France, de vous adresser une nouvelle fois nos plus sincères condoléances pour la perte de vos enfants, de votre soeur et de vous exprimer notre admiration et gratitude pour le travail de Michael et de Zaida. L'ensemble de la famille des Nations unies partage votre tristesse. Soyez assurés que la France est à vos côtés dans cette épreuve.

Comme la France l'a fait à titre national, ce Conseil a condamné dans les termes les plus fermes ces meurtres. Il a appelé à plusieurs reprises à ce qu'une enquête approfondie soit menée pour que soient identifiés les auteurs de ce crime et qu'ils soient traduits en justice. Nous remercions à cet égard le Secrétaire général d'avoir transmis les conclusions du groupe d'enquête qui avait été mis en place en avril dernier. Les éléments qu'il fournit à cet égard appellent notre attention. Ce groupe d'enquête constate lui-même que des recherches et investigations plus poussées s'imposent. Nous réitérons à cet égard notre appel à ce que le Secrétaire général mette en place sans délai, et comme il en a la capacité, un mécanisme spécial d'enquête pour permettre aux autorités judiciaires compétentes de mener des poursuites effectives afin que justice soit rendue. En Guinée en 2009 et au Soudan du Sud en 2016, par exemple, des mécanismes de ce type se sont montrés particulièrement utiles pour faire toute la lumière sur des faits graves dont ce Conseil était saisi. Monsieur le Président, nous devons à la mémoire de ces deux experts que justice soit rendue. Nous le devons à leurs proches, aux nombreux groupes d'experts mis en place par ce Conseil, à tous les personnels des Nations unies et au peuple congolais lui-même si éprouvé.

Cette séance revêt également une importance particulière du fait de la situation actuelle en RDC, qui reste une source majeure de préoccupation. Je salue à cet égard la présence ici du vice-Premier ministre et ministre des affaires étrangères de RDC, M. Leonard She Okitundu. Le rapport final remis par le groupe d'experts, d'une grande qualité malgré ces circonstances particulièrement tragiques, souligne à nouveau la gravité de la situation, et les risques de sa dégradation continue.

À la violence dans les Kasaïs, qui demeure à un niveau insoutenable, s'ajoute la propagation de l'insécurité jusqu'au Tanganyika, l'augmentation des conflits intercommunautaires dans ces régions, et même les évasions de détenus, dans des proportions inhabituelles. Les populations civiles sont toujours les premières victimes de cette insécurité croissante, comme l'illustrent les flux de déplacés et de réfugiés. La vice-Secrétaire générale l'a souligné la semaine dernière : la situation humanitaire reste très difficile, en particulier pour les femmes.

Un retournement de cette triste dynamique passe nécessairement par des efforts accrus pour empêcher l'impunité des auteurs de violations du droit international humanitaire et des droits de l'Homme, quelle que soit leur affiliation. Il appartient aux autorités congolaises de s'impliquer dans ce sens, y compris en coopérant pleinement avec l'équipe d'experts internationaux mise en place par le conseil des droits de l'Homme en juin dernier. Cette équipe, établie par consensus et avec l'accord de la RDC, doit pouvoir bénéficier d'un accès sans restrictions aux lieux et aux personnes concernés afin de pouvoir identifier les responsables des violations commises.

Monsieur le Président, alors que l'échéance fixée pour la tenue des élections se rapproche, l'accumulation des retards dans la mise en oeuvre de l'Accord du 31 décembre génère des interrogations et des tensions qui ne peuvent contribuer à la sérénité ni à la stabilisation du pays. Cet accord, qui est le cadre agréé par toutes les parties congolaises pour la transition en vue de la tenue des élections, demeure la seule feuille de route crédible pour permettre une sortie de la crise que connaît le pays. Comme l'a rappelé ce Conseil dans sa déclaration présidentielle le 26 juillet dernier, il est urgent de mettre en oeuvre l'accord en toute bonne foi et dans son intégralité. Il appartient aux autorités congolaises de prendre dans les meilleurs délais toutes les mesures nécessaires afin que soient organisées, comme convenu dans l'Accord, des élections crédibles et inclusives au plus tard en décembre 2017. Il est en particulier urgent que soit publié le calendrier électoral.

Monsieur le Président,

La mort tragique de Zaida et de Michael nous rappelle, s'il en était besoin, la responsabilité que nous devons exercer, collectivement, pour faire cesser les violences en République démocratique du Congo. Un nombre exorbitant de civils y ont déjà perdu la vie. Face à ce risque intolérable, nous appelons tous les acteurs politiques congolais à la responsabilité et à une action déterminée pour respecter les engagements pris en décembre dernier. Il en va de la stabilité du pays et de ses habitants, mais également de la région tout entière. Je vous remercie./.